

Des associations caritatives suisses tirent la langue en raison de l'inflation et de la diminution des dons

LA PAUVRETÉ EXPLOSE

MAUDE BONVIN

Inflation ► Les associations caritatives lancent un cri d'alarme en Suisse. «La trésorerie fond comme neige au soleil, avec l'augmentation drastique de la demande. Nous aurons de la peine à boucler les budgets», prévient le président de la section fribourgeoise des Cartons du cœur, Benoît Sansonnens. La perte de deux à trois gros donateurs serait dramatique pour l'association.

L'organisation, qui distribue des paniers alimentaires, a vu le nombre de ses bénéficiaires presque doubler en quatre ans, à plus de 10 000 ménages sur sol fribourgeois. Rien qu'en Gruyère, la demande a progressé de 25% ces derniers mois.



«La situation pourrait s'aggraver d'ici à la fin de l'année»

Bastienne Joerchel

La hausse de l'électricité, des loyers et des primes-maladie est passée par là. «Nous aidons beaucoup de personnes qui peinent à joindre les deux bouts malgré leur travail, des familles monoparentales notamment», précise Benoît Sansonnens. Près d'un demi-million de personnes sont considérées comme des working poor sur sol suisse car touchant moins de



Le taux de pauvreté est passé de 6,7 % à 8,7% en l'espace de sept ans. KEYSTONE

4443 francs brut par mois pour un poste à plein temps. Parmi ces salariés, 63,5% sont des femmes.

Cercle vicieux

Benoît Sansonnens a un peu le sentiment d'accomplir la mission de l'Etat. D'autant plus que l'accès à l'aide sociale se complexifie, d'après lui. Sans oublier la honte de se tourner vers ce service. «Certains détenteurs d'un permis B craignent aussi de recourir à cette aide par crainte de se voir renvoyés de Suisse. Nous sommes le dernier

maillon, le maillon le plus faible», souligne-t-il.

Le responsable romand des Cartons du cœur, Fabien Junod, fait le même constat: «Si le gouvernement faisait correctement son travail, nous n'existerions pas. Les services sociaux nous envoient désormais des bénéficiaires car ils n'ont pas les moyens de subvenir à leurs besoins.»

Fabien Junod observe un recul des dons de la part des privés. «Une part importante de cet argent provient d'anciens bénéficiaires qui, retombés dans la

précarité aujourd'hui, sollicitent à nouveau notre aide. C'est le serpent qui se mord la queue», déplore-t-il.

Du côté du Centre social protestant Vaud (CSP Vaud), les demandes en lien avec la hausse du coût de la vie progressent, signe d'une précarisation de la population. Par ailleurs, 60% des dettes que son service dédié traite concernent des impayés de primes-maladie. Sa directrice, Bastienne Joerchel, indique que, malgré des effectifs plus étoffés, il y a une liste d'attente d'environ 8 semaines

pour le soutien aux personnes endettées. Le CSP Vaud se finance à hauteur de 20% via des dons privés. «Pour le moment, nous n'enregistrons pas de recul à ce niveau. La situation pourrait toutefois changer d'ici à la fin de l'année», craint Bastienne Joerchel.

Fabien Junod regrette également les économies d'échelle réalisées par certaines fondations qui soutiennent les associations caritatives. En cette période de ralentissement économique, les multinationales sont aussi

plus prudentes en matière de financement.

Les Cartons du cœur négocient les tarifs avec les grands supermarchés. Ils subissent de plein fouet le renchérissement. «Une inflation à 1,6%, c'est un gag. Les denrées de base augmentent davantage», fait remarquer Fabien Junod. Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), alimentation et boissons ont affiché une hausse de prix de 4,1% en août, dont 8,5% pour les seuls fruits et légumes.

Table Suisse récupère, elle, les invendus des magasins gratuitement. Chaque jour, la fondation distribue 24 tonnes de nourriture à environ 500 partenaires. Ce peut être des soupes populaires, des institutions sociales ou encore des points de distribution alimentaire. Le responsable pour Vaud et Neuchâtel, Baptiste Marmier, précise qu'il n'a pas dû réduire la voilure en raison d'un manque de financement. «Avec davantage d'argent, nous pourrions toutefois en faire plus», ajoute-t-il. L'an dernier, Table Suisse a récolté des denrées d'une valeur de 43 millions de francs pour environ 18 mio de repas. Pour être viable, l'organisation compte sur 200 bénévoles, dont des personnes en réinsertion professionnelle aussi en situation de pauvreté.

Précarité en hausse

Près de 20% de la population suisse ne parvient pas à faire face à une dépense inattendue de 2500 francs dans un délai d'un mois. Quelque 8% des habitants du pays renoncent à des loisirs réguliers pour des raisons financières et 3% d'entre eux ne peuvent pas se permettre de se rendre au restaurant, au moins une fois par mois, pour manger ou boire un verre. Le taux de pauvreté est, quant à lui, passé de 6,7% à 8,7% en l'espace de sept ans. En ratifiant l'Agenda 2030 de l'ONU, la Confédération s'est fixée pour objectif de réduire de moitié ce fléau d'ici à 2030. I

UNE ONG EN ÉTAT D'ALERTE

La plus grande ONG d'aide à l'enfance de Suisse, Terre des hommes, a fait face à un recul des dons de particuliers cet été. Si la situation s'est depuis améliorée, la responsable de la recherche de fonds, Ivana Goretta, reste en état d'alerte: «Ce repli estival est-il l'amorce d'une tendance? En cette période d'inflation, les Suisses sont sur la retenue». L'organisation y verra plus clair dans quelques mois, d'autant plus que les grosses fortunes ont tendance à conditionner leur aide, à la fin de l'année, aux résultats en Bourse.

En attendant, l'ONG optimise ses dépenses fixes. Elle déménagera prochainement dans des locaux plus petits à son siège de Lausanne. Elle y emploie 150 collaborateurs pour un total de 2300 employés aux quatre coins du monde. Ses récents investissements dans la santé numérique,

notamment dans le domaine des diagnostics, lui permettent également de toucher davantage d'enfants à moindres frais. Mais qui dit moins de financement dit moins de projets. «Nous n'allons pas offrir un nouveau service dans un pays dans lequel nous ne sommes pas présents», illustre Ivana Goretta.

Les dons du grand public, qui couvrent 20% du budget de Terre des hommes, sont particulièrement utiles dans le domaine de la migration, où il est difficile d'obtenir de l'aide des grands bailleurs institutionnels. L'ONG peine à financer des projets dans les Balkans et en Grèce à ce propos. «Le financement privé nous donne le précieux coup de pouce pour nous développer dans ces pays. Or aujourd'hui ce coup de pouce manque», conclut Ivana Goretta. MBO

ELLE CROULE SOUS LES FACTURES

Fuyant un mari violent, Yana Valença témoigne de son quotidien entre débrouille et impuissance face à la hausse des prix.

Yana Valença (PHOTO DR) s'est retrouvée à l'aide sociale, suite à un divorce. Elle a fui un mari violent en 2019. Depuis, elle croule sous les factures. Et la hausse du coût de la vie n'arrange rien. La cinquagénaire compte centime par centime son argent. «Les boîtes de conserve ont par exemple augmenté de 30 centimes. Je dois renoncer à des aliments comme certains fruits frais», confie-t-elle. Bien qu'à l'affût des rabais de 50%, son budget ne lui permet pas de tourner.

La Valaisanne touche 1460 francs par mois d'aide sociale. Ce montant a été revu à la hausse de 25 francs mensuels ces derniers mois. La mère d'une jeune fille doit notamment s'acquitter de 700 francs de loyer, de la facture d'électricité et d'internet. Cet argent est insuffisant pour elle qui doit renoncer à certains soins de santé. La cinquagénaire, victime de traumatismes multiples, se trouve en attente d'une rente AI. La décision devrait tomber cet automne. Mais Yana

Valença a peu d'espoir d'obtenir gain de cause. En attendant, elle enchaîne les nuits blanches. «Gérer un budget très serré, c'est un stress au quotidien très lourd à porter. J'ai le sentiment d'avancer dans le vide.»

Et d'ajouter qu'elle refuse souvent d'aller dans un tea-room avec des connaissances, faute d'argent. «Par dignité, je racle le fond du porte-monnaie pour payer mon café, les rares fois où je vais en boire un», précise-t-elle. Des membres de son entourage ont également pris leurs distances. «Ils ont peur d'être contaminés par la précarité. En Suisse, la pauvreté doit rester cachée», regrette-t-elle.

Au côté de cet isolement social, Yana Valença dénonce une violence psychologique: «Les gens au social sont au mieux vus comme des fainéants au pire comme des profiteurs du système». Originnaire d'Amérique latine, la Suisse a déjà reçu des menaces racistes lui intimant de retourner dans son pays d'origine.

«Femme divorcée, d'origine étrangère et au social, c'est la triple peine», lance celle qui s'engage pour les victimes de maltraitance. En Valais, la cinquagénaire est d'ailleurs surtout connue pour cet engagement, peu de personnes ont conscience de sa détresse économique. C'est pour cela qu'elle a accepté de témoigner: «Il faut rendre visible ce fléau. C'est le dernier tabou.»



La bénéficiaire de l'aide sociale continue de tenir le coup pour sa fille étudiante qu'elle héberge. Des remarques? «Ta fille ne peut pas suivre une formation. Elle doit travailler». Elle en a reçu beaucoup. «C'est dur à entendre pour une maman qui lutte pour sortir la tête de l'eau», poursuit-elle. Si Yana Valença avait une baguette magique, elle offrirait une chambre en colocation à sa fille pour qu'elle ne doive plus penduler entre la ville de ses études et le Valais. MBO